



Vous êtes
l'avenir.

8
MARS

Journée
internationale
des femmes



in fb | www.boa.togo

N°049 | Mercredi 08 mars 2023 | PRIX DE VENTE : 300 F CFA



IMAGINE
DEMAIN

BIMENSUEL TOGOLAIS D'INFORMATION GÉNÉRALE

DOSSIER

Ignace Clomegah : Un parcours d'exception



■ **Portrait exclusif**
■ **Hommage de l'AGET**

P.2

TOUTE L'ACTUALITE EST ICI



republicoftogo.com

PMA

Le Premier Ministre, Victoire Dogbé à Doha

P.4



INTERVIEW

« Davantage de ressources sont consacrées à l'éducation par la BOAD », Emmanuel Cheick Oumar BARRY.

Pp. 5-6



ECO-SOCIAL

ACCESSION À LA PROPRIÉTÉ : Tout devient plus simple grâce à la BOA-Togo

P.3



HADJ : Coris Bank International Togo accompagne les pèlerins

P.3

ECO-FINANCE

Centralisation des états financiers des entreprises

P.4

ECODÉVELOPPEMENT

Le sorcier de la forêt maudite de Natoung

P.7

PORTRAIT EXCLUSIF

Ignace Clomegah : Un parcours d'exception

Ignace Clomegah est décédé ! Il faisait figure d'exemplarité pour de nombreux cadres. Ce n'est pas un hasard si l'on le retrouvait au sein et à la tête du conseil d'administration de nombreuses sociétés. Ignace Clomegah, ancien conseiller du chef de l'Etat Faure GNASSINGBE, avait construit, au cours de ses quarante dernières années, une solide réputation de « managing partner » en Afrique. Ce continent dans lequel il a formé de nombreux cadres, développé ses réseaux et qu'il n'a pas voulu abandonner en 1994 !



Ignace Clomegah

C'était un homme très imposant même s'il faisait preuve d'une certaine discrétion. Bien qu'il fût semi-retraité, ce septuagénaire gérait de nombreux dossiers, dont ceux de la Société Nationale des Phosphates du Togo dont il présidait le conseil d'administration.

En 1972, lorsque l'un des plus grands cabinets d'audit au monde à l'époque, ARTHUR ANDERSON, était à la recherche des profils atypiques en Europe, il dénicha le Togolais qui venait à peine d'obtenir son diplôme après des études dans les finances à sciences Po en France. A 21 ans, Ignace Clomegah fut l'un des tout premiers africains

à être embauchés dans les bureaux du cabinet à Paris. Et il gravit tous les échelons.

En 1977, il fut propulsé à la tête du bureau d'ARTHUR ANDERSON à Abidjan en Côte d'Ivoire, avec deux missions essentielles: recruter les jeunes Ivoiriens, les former et en faire des professionnels, puis contribuer à développer le cabinet sur le continent africain.

En Afrique, il fut tout aussi brillant. Au moment où ARTHUR ANDERSON décide d'aller à l'assaut du continent, on lui confie la gestion de toute l'Afrique de l'ouest et du centre. Il formait de nombreux cadres et directeurs d'entreprise. Ce n'est pas un hasard si ses collaborateurs sont

des ministres au sein du gouvernement du Président Alasane Ouattara, et d'autres sont à la tête des entreprises, cabinets et institutions au Togo et dans de nombreux autres pays. « Être associé à Arthur Anderson, y être patron, a été valorisant pour moi » expliquait-il au journal Imagine Demain, il y a plusieurs mois, quand il nous avait reçu, sans protocole, à son domicile.

En 1994, Ignace Clomegah fut invité à rejoindre la France pour diriger le département « Afrique » depuis Paris. C'est sans compter sur sa fibre panafricaine. Il aime son continent et ne se sent pas prêt à le quitter. Il refuse de subir le dictat de son employeur. « C'était la décision

la plus difficile pour moi », nous confiait-il. C'était alambiqué pour lui à tel point que son refus engendra une tension avec sa hiérarchie. Il refusa. Tant pis, s'il aurait pu continuer par jour d'un salaire et des traitements avantageux. Il décida de quitter le confort de son poste de Directeur Général pour se lancer dans ses propres affaires sur le continent.

Fort d'une vingtaine d'années d'expérience, l'expert-comptable crée son cabinet AFRIQUE AUDIT & CONSULTING (AAC) en Côte d'Ivoire et développe les activités au Togo puis au Bénin. Son cabinet intègre plus tard, celui de DELOITTE, une référence mondiale.

D'après la société « Togo invest », « Il (Ignace Clomegah) a réalisé de nombreuses missions d'audit et de commissariat aux comptes à travers le continent, auprès de sociétés publiques, parapubliques ou privées, œuvrant dans divers secteurs d'activité. Il a contribué à l'élaboration des procédures administratives et comptables ».

Sa conviction était de réussir à former des collaborateurs compétents, qui, même à son absence, poursuivent le travail avec efficacité. Il a réussi. Il est resté un grand homme jusqu'à son décès le mercredi 22 février 2023 !

Imagine Demain

HOMMAGE DE L'AGET :

Il était une fois Ignace Clomegah !!

Il y a des disparitions plus marquantes que d'autres ! Le 23 février 2023, le Togo et le monde des affaires ont perdu l'un des leurs, Ignace Anani Kokuvi Clomegah. Ce brillant expert-comptable et diplômé de Sciences Po, était un sujet d'élite qui a intégré très tôt le grand cabinet ARTHUR ANDERSEN. Le parcours de Monsieur Clomegah restera à jamais une source d'inspiration pour l'Afrique de l'excellence.

L'Association des Grandes Entreprises du Togo (AGET) tient à saluer le travail remarquable et la contribution inestimable de Monsieur Clomegah dans le domaine de l'expertise comptable, de la formation des talents et du développement des affaires. Cet homme visionnaire a su faire preuve de perspicacité et d'audace pour bâtir une carrière remarquable, inspirer des générations de jeunes professionnels et contribuer au développement de l'économie



ASSOCIATION DES GRANDES ENTREPRISES DU TOGO

africaine. Nous sommes fiers d'avoir compté Ignace Clomegah parmi nos membres. Nous sommes honorés d'avoir pu travailler avec lui et de l'avoir connu.

Personnalité immensément respectée, Ignace Clomegah a donné du Togo une image d'ex-

cellence et du travail de qualité. Pendant plusieurs années, il a recruté et formé de nombreux talents, notamment des Ivoiriens et des Togolais qui ont aujourd'hui des postes de haut niveau dans des gouvernements, des multinationales, des organisations internationales

ou d'autres encore qui sont des chefs d'entreprises chevronnés. Ignace Clomegah était un homme humble, disponible et à l'écoute de tous. Il avait une passion contagieuse pour son métier et pour l'Afrique. Il était respecté et admiré pour son intelligence, sa compétence et sa droiture.

Aujourd'hui, l'Association des Grandes Entreprises du Togo (AGET) rend hommage à Ignace Clomegah, un homme d'exception qui a laissé une empreinte indélébile sur le monde de l'entreprise en Afrique. Nous sommes fiers de compter parmi nos membres des entreprises qui ont bénéficié de son expertise et de son mentorat. Nous sommes reconnaissants pour tout ce qu'il a fait pour l'Afrique et pour les générations futures. Nous sommes tristes de le voir partir, mais nous sommes également conscients de la chance que nous avons eue de le connaître et de travailler avec

lui. Nous garderons toujours en mémoire sa vision, son dévouement et son optimisme. Nous sommes convaincus que son héritage continuera de vivre à travers tous ceux qu'il a formés et inspirés.

Nous voulons adresser nos sincères condoléances à la famille d'Ignace Clomegah, à toute l'équipe de DELOITTE TOGO, à son Managing Partner et à tous ceux qui l'ont aimé et admiré. Nous sommes à leurs côtés dans cette période difficile et nous leur offrons notre soutien et notre réconfort. Ignace Clomegah restera à jamais dans nos cœurs et dans nos esprits, comme un exemple de réussite, d'engagement et de détermination.

Il était une fois Ignace Anani Kokuvi Clomegah, un homme d'exception...

Jonas A.Y. DAOU
Président de l'AGET

Accession à la propriété : tout devient plus simple grâce à la BOA-Togo

La Bank Of Africa (BOA) est résolument engagée pour le bien-être social des populations togolaises. Le 28 février 2023 à Lomé, le patron de cette institution financière, Youssef Ibrahim, et King Akoete Dodjro, Directeur de Yayra Estate ont procédé à la signature d'une convention de partenariat pour le financement d'un grand projet de logements sociaux à Djangblé, une banlieue nord de Lomé.

A travers ce partenariat, la Bank of Africa affirme sa volonté d'accompagner un grand projet de construction de logements de qualité à un prix abordable au profit de la population togolaise. Pour la BOA, ce projet accompagnera les efforts du gouvernement en matière de logement.

« La BOA soutient ce projet parce qu'il est très ambitieux et cela s'inscrit dans la politique du gouvernement à promouvoir l'accès au logement décent à un coût très abordable. C'est une première au Togo (...). Dans le cadre de ce partenariat, la BOA s'engage à financer les clients qui ont besoin de crédit pour acquérir des appartements. Nous sommes

disposés à accorder ces crédits et le remboursement se fera sur une période de 15 voire 20 ans », a déclaré M. Ibrahim, directeur de la Bank Of Africa.

Ce partenariat marque une étape importante dans la promotion de l'accès à un logement abordable pour les populations à faible revenu.

« Nous avons entamé des négociations depuis un temps déjà avec la BOA afin d'accompagner nos clients désireux d'acheter des appartements chez nous. La BOA a marqué son accord matérialisé ce jour dans cette convention de partenariat qui est destinée à mettre en place des crédits immobiliers. Aujourd'hui, pour avoir un appartement à Yayra State, il suffit de s'adresser à la BOA. Nous avons négocié les meilleures conditions pour faciliter l'accès à ce crédit », a indiqué King Akoete Dodjro, Directeur de la Société Yayra Estate.

Le projet immobilier porté par Yayra Estate dont les travaux ont démarré en décembre 2022 à Djangblé, s'étend sur 25 hectares. La cité abritera 2500 appartements de haute qualité répondant aux standards inter-



La signature du partenariat au siège de la BOA-Togo à Lomé

nationaux.

« Ce sont des immeubles que nous allons construire pour la première fois au Togo. Des immeubles R+10 qui seront construits dans une cité ultramoderne qui abritera un centre commercial, un complexe scolaire, une clinique, un centre sportif avec piscine olympique à l'intérieur et un double cordon de sécurité. Notre programme est destiné à tous ceux qui sont dans le besoin d'avoir un logement. Soit, ils ont l'argent pour

en acheter cash, ou ils peuvent payer sur 15 ans voire 20 ans. Que vous soyez client de la BOA ou non, vous pouvez bénéficier du crédit immobilier. La BOA vous achète l'appartement et vous remboursez la banque sur une longue durée selon votre capacité à rembourser par mois », a ajouté M. Dodjro.

Ouverte au public depuis octobre 2013, la Bank Of Africa-Togo est l'une des plus importantes banques commerciales du pays.

Sa particularité est de proposer une gamme de produits riches et variés, destinée à couvrir le plus largement possible la demande de sa clientèle, tant les particuliers aussi bien que les entreprises, et notamment, des crédits adaptés à tous les événements de la vie, une offre monétique tant privative qu'internationale ainsi que des services d'E-banking.

Amen le Saint

Hadj : Coris Bank International Togo accompagne les pèlerins

L'« Épargne Hadj » est là ! : Ce nouveau produit a été approuvé par le Conseil de Conformité Internet (CCI) de Coris Bank International, le mercredi 8 février 2023 à Lomé. Grâce à cette offre, les fidèles musulmans peuvent désormais compter sur cette institution bancaire, pour accomplir leur devoir de Hajj (pèlerinage à la Mecque), inscrit dans les 05 piliers de l'Islam.

« Je suis heureux de vous annoncer qu'aujourd'hui, le Conseil de conformité du CCI vient de marquer son accord pour la commercialisation du nouveau produit que nous appelons Epargne Hadj », a solennellement déclaré Alassane KABORE, Directeur Général de Coris Bank International Togo.

Ce nouveau produit, a-t-il mentionné, permettra aux clients

d'épargner petit à petit pour réaliser leur pèlerinage à la Mecque.

« Ce compte spécial répond aux règles de la finance islamique. Il est couplé avec la possibilité de prendre un crédit pour compléter son épargne afin d'effectuer le Hadj (...) », a-t-il indiqué.

Aujourd'hui, les différents produits de la finance islamique offrent d'énormes avantages pour les clients, et ne s'adressent pas uniquement aux musulmans. Tout individu, sans distinction de religion, peut bénéficier de ces offres.

« La principale condition est que la finance islamique doit être investie dans une activité licite. Les particuliers, les salariés, les retraités, les sociétés publiques et privées, les ONG et associations, peuvent en bénéficier. Toutefois, elle ne peut pas servir par

exemple dans les activités des débits de boissons. Aussi, les activités de nuit (...) ne sont pas prises en compte par cette finance », a précisé M. KABORE.

Coris Bank International Togo est à ce jour la seule banque qui propose une gamme de produits de la finance islamique au Togo. Son activité dans la finance islamique au Togo a clôturé l'année 2022 avec 1 889 comptes, 900 millions de F CFA de financements accordés aux clients et un milliard six cents millions F CFA collectés.

Après deux ans d'activités, l'ambition du groupe CBI est de faire connaître ce système de finance à ses clients. Un produit qui s'inscrit plutôt dans le domaine du social et permet à l'ensemble de la population de jouir de ses avantages.

Troisième acteur majeur sur

l'échiquier bancaire du Togo, Coris Bank International Togo s'intéresse aux secteurs-clés de l'économie du pays comme l'agriculture, l'élevage, le commerce, l'industrie, les in-

frastructures, mais aussi aux clients particuliers grâce à une offre de produits et services bancaires diversifiés.

Amen le Saint

PMA : le Premier Ministre, Victoire Dogbé à Doha.

Doha, la capitale du Qatar dans la péninsule arabe accueille la cinquième conférence des Nations unies sur les pays les moins (PMA). Mme le Premier ministre, Victoire Tomégah-Dogbé, à la tête d'une délégation de haut niveau a pris activement part ce samedi 04 mars 2023 au nom du chef de l'État, Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé au sommet des chefs d'État et de gouvernement du groupe des pays les moins avancés en prélude à la conférence.

Les travaux présidés par le Secrétaire Général de l'ONU, António Guterres en présence de plusieurs chefs d'État et

de gouvernement dont Mme le Premier ministre Victoire Tomégah-Dogbé, permettront d'élaborer des plans et des partenariats nécessaires pour concrétiser les promesses et ambitions du programme d'action de Doha adopté en 2022 pour les dix prochaines années. Il s'agit aussi, de mobiliser un soutien international supplémentaire en faveur des PMA et de surmonter les défis structurels, éradiquer la pauvreté et atteindre les objectifs de développement fixés au niveau international.

À l'ouverture des travaux, le Secrétaire Général des Nations unies, António Guterres a fait le diagnostic des facteurs qui

freinent encore le développement de ces pays les moins avancés, notamment les inégalités générées par le système économique et surtout, le surendettement qui rend impossible leur développement. Il a appelé les pays développés à investir davantage dans les PMA qui ont grandement besoin de soutien. Au nom du Président de la République, Mme le Premier ministre a remercié l'Émir du Qatar, Cheikh Tamim Ben Hamad Al Thani pour la qualité de l'accueil et la parfaite organisation du sommet. Elle a réitéré l'engagement du Togo à poursuivre ses actions pour un développement harmonieux du pays à travers l'inclusion socioécono-



Le PM, Victoire Dogbé à Doha

mique. «*Mon pays le Togo se réjouit de la tenue de cette conférence car, elle arrive à un moment charnière pour nos pays qui sont confrontés à de multiples crises: crise sanitaire, économique, climatique et sécuritaire. Ces crises qui déstabilisent nos pays. Je voudrais vous inviter à vous mobiliser pour mener des actions encore plus fortes pour accélérer l'impact de nos résultats. Et c'est ce que notre pays, le Togo a compris. À travers notre feuille*

de route gouvernementale 2020-2025 qui se focalise surtout sur l'inclusion sous toutes ses dimensions avec comme projet phare l'identification biométrique, le registre des personnes et des ménages, et l'assurance maladie.», a déclaré Mme le Premier ministre dans son allocution.

À noter que les 46 pays les moins avancés du monde dont le Togo prennent part à cet événement de haut niveau.

Centralisation des états financiers des entreprises

L'Office Togolais des Recettes (OTR) poursuit sa mission d'assurer un service de qualité aux contribuables. Elle met les bouchées doubles s'appuyant essentiellement sur la digitalisation.

L'office a procédé le 1er février dernier au lancement de la plateforme numérique du Guichet Unique de Dépôt des États Financiers (GUDEF), une innovation qui répond aux directives communautaires.

Le GUDEF est une institution mise en place pour la réception de manière centralisée des états financiers au profit de différents partenaires de l'OTR.

Dans ce sens, il vise, entre autres, la collecte des états financiers, la vérification de conformité des états financiers, la tenue et partage des informations financières avec les partenaires et la production des rapports à la Commission de l'UEMOA.

«*L'idée derrière cette plateforme est de lutter contre la pluralité des états financiers, de garantir l'unicité, l'homogénéité et la comparabilité des informations financières et d'améliorer la qualité et la lecture de l'information financière*», précisent les dirigeants de l'administration fiscale.

Pour atteindre ses objectifs, le GUDEF collabore avec d'autres institutions de la place, notamment, l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED), le Greffe Du Tribunal de Lomé.

Le GUDEF est inspiré de la directive n°04/2009/CM/UEMOA du 27 mars 2009, transposée dans le corpus législatif par la loi de Finances.

Qu'est-ce que le GUDEF ?

Le Guichet Unique de Dépôt des États Financiers (GUDEF) est une institution mise en place pour la réception de manière centralisée des états financiers au profit de ses différents partenaires

Scannez pour télécharger le guide d'utilisateur

<https://gudf.otr.tg/>

« Davantage de ressources sont consacrées à l'éducation par la BOAD », Emmanuel Cheick Oumar BARRY.

Dans un podcast que l'on peut consulter sur le site de la banque, Emmanuel Cheick Oumar BARRY, Directeur du Département Santé, Education et Immobilier de la BOAD explique la stratégie de la Banque en matière de promotion de l'éducation, dans le cadre de la mise en œuvre du plan Djoliba. Voici la retranscription de ce document qui dévoile les efforts de la banque dans l'action sociale.

Si l'on replace l'éducation au cœur du plan Djoliba, 2021 – 2025, autour duquel s'articulent les actions stratégiques de la BOAD, en quoi la priorisation de ce secteur de l'éducation va-t-elle changer les interventions de la Banque ?

Il faut rappeler que la BOAD est déjà intervenue par le passé dans le secteur de l'éducation. Toutefois, avec le plan Djoliba 2021-2025, ce secteur est désormais érigé en priorité au même titre que les infrastructures et l'énergie. Cela a tout son sens. Lorsqu'on sait que les modèles de développement de nos Etats sont basés sur une industrialisation rapide, il faut une main d'œuvre qualifiée et disponible pour répondre aux besoins des entreprises. Cela confirme aussi l'importance pour les actionnaires de la banque et son équipe dirigeante, du rôle que joue l'éducation dans la croissance économique des Etats. La BOAD s'inscrit dans la dynamique déjà engagée par les pays de l'UEMOA et les autres partenaires nationaux, régionaux et internationaux qui mettent désormais l'éducation au cœur de leur stratégie.

Quel sera le corollaire ou l'impact direct des interventions de la Banque sur le quotidien de nos populations ? Par exemple, de manière factuelle, est-ce que la qualité de l'éducation pour nos enfants sera meilleure ? Est-ce qu'il y aura plus d'écoles ? Les

conditions d'études seront-elles améliorées ?

Oui ! Cet engagement de la BOAD n'est pas nouveau ! La banque a eu par le passé à financer des interventions qui améliorent la qualité de l'éducation, notamment à travers des actions concrètes visant à construire des infrastructures scolaires conformes aux standards internationaux de qualité. Cette démarche devrait s'accélérer dans le cadre du plan Djoliba 2021- 2025, grâce à l'identification de ce secteur comme priorité. Cela voudra dire aussi que davantage de ressources sont consacrées à l'éducation. D'ores et déjà, des succès peuvent être notés avec l'octroi en 2021 et 2022, de plus de 100 milliards de francs CFA pour renforcer les infrastructures éducatives.

Dans l'espace UEMOA, selon les derniers rapports, le taux net de scolarisation au primaire est autour de 90 % et chute à 50 % pour le secondaire. Comment peut-on expliquer ce phénomène ?

Cette baisse s'explique par plusieurs facteurs. J'en cite quelques uns. Les conditions économiques des ménages dans nos pays font en sorte que de nombreux enfants scolarisés, peu importe leur genre, sont souvent contraints de quitter le système éducatif pour contribuer au revenu des ménages à travers une activité rémunérée. Le phénomène de déscolarisation a tendance à s'accélérer en raison du nombre de contraintes sociales qui s'imposent à ces enfants.

Notamment chez les jeunes filles ?

C'est un triste constat ! Les



Emmanuel Cheick Oumar BARRY

statistiques montrent que les jeunes filles, surtout adolescentes, sont soumises à des pressions sociales importantes qui handicapent leur parcours scolaire. Il s'agit notamment des mariages précoces ou des grossesses juvéniles, raison pour laquelle, la BOAD accorde une priorité à des interventions dans ce sens. En Côte d'Ivoire, par exemple, le financement (30 milliards FCFA) accordé par la Banque en mai 2022 permettra de construire et d'équiper quatre (04) lycées d'excellence et d'un (01) collège de jeunes filles avec internat. Ces infrastructures seront réparties sur l'ensemble du territoire et permettront à plus de 4500 jeunes filles, chaque année, d'avoir accès à des structures éducatives conformes aux normes et à un enseigne-

ment de qualité, tout en étant proche de leurs familles. Cet élément de « proximité » est extrêmement important.

Des actions importantes, certes, mais influent-elles pour autant sur le taux de rétention de ces filles dans le système scolaire ?

Cette réflexion a été aussi menée et il est utile de souligner que les actions qui sont conduites par la BOAD contribueront de façon importante au maintien des jeunes filles dans le système éducatif, notamment en leur permettant d'être pensionnaires sur leur site de formation, ce qui était d'ailleurs un facteur handicapant et qui faisait que de nom-

breuses jeunes filles étaient obligées de quitter le système scolaire, notamment en raison de la distance qu'elles doivent parcourir entre le lieu de formation et le lieu d'habitation, d'autant plus qu'elles sont soumises à des contraintes sociales additionnelles telles que les tâches ménagères. L'ambition derrière cette initiative est donc de les préserver de ces difficultés susceptibles de paralyser leur parcours scolaire. On tente ainsi d'influer de façon favorable ce parcours afin que les jeunes filles demeurent le plus longtemps possible dans le cursus scolaire.

(Suite à la page 6)



IMAGINE DEMAIN

Bimensuel togolais d'information générale

Révisé N° 0574/26/07/18/HAAC du 26 juillet 2018

Directeur Général

Tété B. MENSAH-BOBOE

boboesejoseph@gmail.com

Tel : (+228) 79483748 / 93231786

Média-consultant:

Jean-François Pollet

Directeur de publication

ANIKI Koffi Amen

Tél : +228 91024439

Comité de Rédaction:

Joseph Mensah-Boboé

Cécile SOSSOU

Service commercial:

(+228) 70353590 /

93231786 / 79483748

Mise en page

A. Maxime +228 91 08 91 02

Imprimerie

Light Print, Qt Forever

1000 exemplaires)

Distribution

DAMALI Kossi

Contacts

Avepozo Ibomonou

Tél: (+228) 70353590 / 93231786



« Davantage de ressources sont consacrées à l'éducation par la BOAD »

Quelles sont les mesures prises pour ces élèves qui résident dans les zones les plus reculées ? La BOAD envisage-t-elle, dans le déploiement de ses actions, d'étendre sa stratégie vers ces zones reculées ?

Absolument. Les actions de la Banque dans le secteur important qu'est l'éducation visent toutes les régions de nos pays. A travers les financements accordés, par exemple, en 2022 pour la construction de 1 529 salles de classe en remplacement d'abris provisoires, et d'ouvrages au Sénégal, l'intervention de la BOAD sera significative pour assurer une équité dans l'accès à l'éducation.

Mettre les élèves à l'abri de la pluie et du vent est une excellente initiative, mais au vu des conditions de vie dans ces zones reculées, ces actions ne règlent pas le problème de la déscolarisation de cette couche de la population déjà très fragilisée...

Dans les milieux reculés, la première bataille est celle des conditions d'études. Pour pouvoir retenir les élèves dans le système éducatif, il faut avant toute chose qu'ils aient accès à un milieu propice pour les accueillir et aussi avoir du personnel formé pour les éduquer. Les interventions de la banque, notamment le financement de projets comme ceux de

construction d'infrastructures scolaires, y contribuent. Nous ne devons pas aussi l'oublier. Plus d'1/3 des heures pédagogiques, malheureusement, sont perdues chaque année en raison des intempéries dans nos pays, qu'il s'agisse de la pluie, du vent, de la chaleur ou des incendies. En prenant l'exemple du Sénégal, la BOAD s'implique aux côtés de cet Etat membre depuis 2017, dans la construction de salles de classe en dur qui répondent aux normes de qualité. Ainsi, plus de 3000 salles de classe ont déjà été construites ou le seront principalement dans des zones périurbaines et rurales. Grâce à cette intervention, plus de 200 mille élèves défavorisés auront accès à une éducation de qualité dans des salles de classe équipées et conformes aux normes pédagogiques. Pour montrer la vision de la banque en la matière, les salles de classe seront construites sur l'ensemble du territoire national, ce qui contribuera grandement à réduire les disparités dans l'accès à l'éducation. Donc, en mettant nos enfants à l'école, peu importe le lieu où ils se trouvent sur le territoire national et surtout dans des meilleures conditions d'apprentissage à proximité de leur milieu familial, le taux global de scolarisation s'en trouvera amélioré, de même que le taux de rétention dans le système scolaire. Ces deux indicateurs sont importants pour mesurer la qualité de l'éducation.

On remarque d'un côté, la baisse de la scolarisation à partir du secondaire. D'un autre côté, on note une forte croissance démographique dans nos pays, ce qui rend encore plus essentiel les préoccupations liées à l'éducation. Comment la BOAD envisage-t-elle son intervention au cours des prochaines années pour permettre à nos Etats de faire face à cette augmentation du nombre d'élèves et d'étudiants ?

Il est important de rappeler un certain nombre de faits. Dans l'espace UEMOA, les secteurs économiques font tous face à une pénurie de main d'œuvre technique qualifiée : maçons,

électriciens, ingénieurs, professionnels de santé. Mais dans le même temps, les infrastructures pédagogiques pour faire face à ces besoins n'ont pas suivi. Les capacités d'accueil de ces structures de formation sont largement dépassées. A titre d'exemple, au niveau de l'enseignement supérieur, le nombre total d'étudiants de l'espace UEMOA double tous les dix ans. Cela permet de mettre en perspective les défis auxquels nous sommes confrontés. C'est pourquoi, dans le cadre de la mise en œuvre du plan Djoliba 2021-2025, un des axes porte sur la mise en œuvre de projets allant de la construction d'écoles, collèges, lycées à des infrastructures de formation professionnelle pour préparer aux métiers de demain : intelligence artificielle, numérique, ingénierie, etc. ou à la promotion des universités virtuelles qui permettront de faire face à l'accroissement des effectifs d'étudiants grâce à la digitalisation des cours.

La Banque s'adapte donc aux nouvelles mutations ?

Elle est même précurseuse à ce niveau à travers notamment le

programme de remplacement des abris provisoires dont j'ai parlé précédemment, où elle a très tôt anticipé sur la nécessité de renforcer les infrastructures éducatives dès le plus bas âge.

Depuis 2020, la pandémie de la Covid-19 a profondément changé le monde et bouleversé nos habitudes de vie. Dans le domaine de l'éducation, comment la banque a-t-elle pu agir ?

La crise de la Covid-19 a conduit la plupart des Etats du monde à prendre des mesures drastiques pour contenir le virus. Avec la crise de la Covid-19, le monde s'est fermé de façon assez drastique, qu'il s'agisse de confinement, de fermeture de frontières, de marchés, de lieu de spectacle, mais aussi de structures d'accueil du public telles que les hôtels, les restaurants et les établissements d'éducation et de formation. Au départ de la pandémie, la quasi-totalité des pays africains ont ordonné la fermeture des écoles, privant ainsi des millions d'élèves et d'étudiants

d'activités pédagogiques.

L'Afrique, qui évidemment, n'était pas préparée à ce scénario, n'a-t-elle pas trouvé des solutions pour poursuivre les programmes scolaires ?

Tout à fait. Avec la fermeture généralisée, le secteur de l'éducation a dû rapidement prendre le virage forcé de l'enseignement à distance. Même les pays qui n'étaient pas préparés à la pandémie ont dû faire face à une compétition de crise : sanitaire, éducationnelle, pédagogique et économique. Les répercussions sur le système éducatif ont été importantes. Cette situation a fondamentalement bouleversé le système éducatif, avec l'accélération notamment de l'apprentissage en ligne. Cette tendance devrait s'accroître avec l'augmentation des effectifs que nous observons dans le système éducatif et ceux du primaire jusqu'au supérieur. D'ores et déjà, la Banque est sollicitée pour accompagner des projets dans ce sens dans les Etats membres.

8 MARS 2023 18H GMT

FEMMES ET ENJEUX DE LA DIGITALISATION

OUT ON MY YOUTUBE CHANNEL
www.youtube.com/khalidkezire

Khalid KEZIRE
Head of Knowledge Academy

Knowledge Academy
INSPIRE GROUP

Le sorcier de la forêt maudite de Natoung

Par Jean-François Pollet

Charles Bawiena débarque dans la forêt maudite de Natoung, il y a vingt ans, avec une natte et quelques outils. La parcelle est aride, privée de source, grêlée de latérite, mais elle est la seule encore disponible dans la région de Niamtougou au nord du Togo. La terre est tellement ingrate qu'elle est réputée peuplée de mauvais esprits. « Tu vas mourir », prédisent les villageois. Charles n'en a cure. « Je suis un peu sorcier », rigole-t-il, et il creuse de gigantesques bassines, dont il rejette la terre sur ses futurs potagers. Il dessouche des arbres pour aérer la parcelle, coupe les autres afin de favoriser la repousse de petites branches. La nuit, il dort sous un arbre sur sa natte.

Les bassines se remplissent d'eau qui alimente durablement les nappes phréatiques. Elles retiennent également les matières organiques que Charles met à composter. Il plante ses premiers bananiers, installe haricots et manioc, les récoltes suivent bien vite.

Charles clôture sa parcelle d'une haie infranchissable de sisal et de jatropha aux vertus curatives. Il canalise le passage des troupeaux et des villageois en traçant de grands axes de déambulation qu'il plante d'arbres identiques. Ainsi, le boulevard des Manguiers, l'avenue des Papayers et l'allée des Palmiers quadrillent son terrain. Il baptise les intersections du nom des vertus des sociétés : croisement des Peuples, carrefour

de la Démocratie, bretelle du Savoir.

Au bout de cinq ans, la forêt maudite commence à ressembler à un éden. Il téléphone à son épouse, Tyieda, qui lâche son boulot d'enseignante pour le rejoindre. Charles poursuit la construction de ses bassines qu'il renforce avec les scories extraites des potagers et leur donne des formes thématiques : mangue, feuille de bananier, livre ouvert. Il trace aussi un chemin de méditation et installe une place de rencontre. Tyieda s'occupe de la transformation et de la conservation des récoltes qu'elle écoule dans une boutique installée sur la parcelle. On y trouve toutes les productions de la ferme ainsi que nombre de produits spéciaux, comme des graines de sésame, des jus, des moutardes et des sachets de plantes médicinales.

École d'agroécologie

Une organisation suisse finit par repérer ce drôle de paysan qui réussit, avec ses constructions loufoques, la synthèse entre Pierre Rabhi et le facteur Cheval (1). Elle l'aide à construire une case d'hôte, puis un dortoir et enfin une salle de classe. Une école d'agroécologie vient de sortir des terres de l'ancienne forêt maudite de Natoung.

Avec son épouse, il élève ses enfants sur sa parcelle, ainsi que nombre de rejetons du village venus chercher auprès du couple encouragements, bons conseils et platées roboratives

de maïs. C'est le cas de cette jeune femme bien mise, aujourd'hui installée à Lomé, qui profite d'un séjour au village pour venir saluer son ancien tuteur.

Les enfants du village continuent à se rendre quotidiennement sur la parcelle de Charles, pour y puiser l'eau devenue abondante grâce au réseau de bassines. Et lorsqu'il croise un groupe au puits, Charles ne manque pas d'aider l'aîné à positionner le baquet sur sa tête.

Jean-François Pollet

(1) Pierre Rabhi fut le premier paysan français à populariser l'agroécologie. Il a travaillé au Burkina Faso, et créé en France le mouvement des Colibris, un réseau de citoyens engagés dans la défense de l'environnement et de l'agriculture paysanne.

Le facteur Cheval fut un postier animé d'une spiritualité profonde qui le conduisit à construire de ses mains le Palais Idéal, un chef-d'œuvre d'architecture naïve, consacré à l'expression de foi catholique, que l'on visite encore aujourd'hui, un siècle après sa construction, à Hauterives, en Drôme, dans le sud de la France.



Sous la forêt, un trésor archéologique

Alors qu'il creuse une bassine supplémentaire, la houe de Charles heurte un obstacle. On dirait une pierre polie. Il creuse avec délicatesse et extrait débris de poteries et fragments de statuettes. Il fait venir une historienne de l'université de Lomé qui se penche sur ses trouvailles. Bingo ! Ce sont restes d'un village installé ici il y a 500 ans. Il rassemble ses pièces dans une case musée que l'on rejoint par une allée bordée d'antiques mortiers à grains. Certaines sculptures représentent des figures humaines tatouées, notamment de motifs de salamandres. « Il y a cinq cents ans, souligne Charles ravi du parallélisme, à l'époque de ces sculptures, François 1er régnait sur la France. Lui aussi avait fait de la salamandre son emblème. »

Une ferme modèle et un écovillage

L'exploitation de Charles et Tyieda Bawiena est devenue la ferme modèle du Centre international de l'agro-pastoralisme (Cidap), qui s'est installé quelques kilomètres plus loin, près du village de Baga, dans la région de Niamtougou, avec pour l'objectif de former la population rurale à l'agroécologie. Le Centre, qui promotionne une agriculture qui associe développement rural et régénération de l'environnement, a été couronné du prix panafricain des écovillages en 2013.



IFFD
INSTITUT DE FORMATION FISCALE ET DOUANIERE
DE L'OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

FORMATIONS A LA CARTE 2023

Renforcez les capacités d'analyse et les connaissances fiscales de vos collaborateurs à l'institut de formation fiscale et douanière de l'OTR pour le compte de l'année 2023

A partir du 20 février 2023



INSCRIPTION

200 000 FCFA / Module

Secrétariat de l'IFFD-OTR,
+228 22 53 14 00
+228 70 79 09 59

07h 30 à 12h 30
14h 30 à 17h 30



CIBLES

Dirigeants des entreprises,
Experts comptables,
Comptables agréés
Entrepreneurs,
Industriels,
Personnel des régies financières
Etudiants
Universitaires



Pour plus d'informations,
scannez et téléchargez le catalogue

THEMES	PERIODES
1. Du passage du résultat comptable au résultat fiscal : traitement extracomptable des opérations	20 au 24 février 2023
2. Procédures de déclaration des marchandises au cordon douanier	27 février au 03 mars 2023
3. Procédure de déclaration et de paiement de la TVA	10 au 14 avril 2023
4. Valeur en douane des marchandises	17 au 21 avril 2023
5. Fiscalité internationale et prix de transfert	06 au 10 mars 2023
6. Tarif et technologie tarifaire	19 au 23 juin 2023
7. Fiscalité applicable aux professions libérales	21 au 25 août 2023
8. Système informatique douanier (SYDONIA WORLD)	21 au 25 août 2023
9. Bases de la topographie	21 au 25 août 2023
10. Contentieux douanier	16 au 20 octobre 2023
11. Systèmes de positionnement par satellites et leur application au cadastre (GNSS)	23 au 27 octobre 2023